

engagée et que l'Angleterre ne peut se dérober en présence des problèmes qui se posent.

M. Sazonoff ajoute que si l'Autriche rejette toute intervention, la Russie mobilisera. M. Païéologue dit qu'il n'y a qu'un moyen pour l'Angleterre d'éviter la guerre, c'est d'adopter une attitude ferme. L'un et l'autre "continuent à presser" l'ambassadeur anglais pour lui arracher "*a declaration of complete solidarity of His Majesty's Government with French and Russian Governments.*" Sir Geo. Buchanan ne cède pas. Il s'engage simplement à suggérer à son gouvernement de représenter à Vienne et à Berlin qu'une attaque de l'Autriche contre la Serbie provoquerait probablement l'intervention de la Russie, "ce qui entraînerait l'Allemagne et la France, et qu'il deviendrait difficile à l'Angleterre de rester étrangère au conflit." Sazonoff ne démord pas de son idée que "si l'Angleterre ne fait pas cause commune dès le début avec la Russie et la France, elle augmente les chances de guerre" (6).

Le lendemain, 25, sir Edward Grey télégraphie à sir George Buchanan :

"You spoke quite rightly in very difficult circumstances as to the attitude of His Majesty's Government. I entirely approve what you said, as reported in your telegram of yesterday, and I CANNOT PROMISE MORE ON BEHALF OF THE GOVERNMENT." (24)

"Vous avez défini très exactement, dans des circonstances fort difficiles, l'attitude du gouvernement de Sa Majesté. J'approuve sans réserves vos déclarations, telles que relatées dans votre dépêche d'hier. Je ne puis promettre davantage au nom du gouvernement."

* * *

Voici donc la partie engagée. Sir Edward Grey marche d'accord avec le Prince Lichnowsky, il rejette l'avis de MM. Sazonoff et Païéologue. En d'autres termes, le gouvernement britannique cherche un rapprochement avec l'Allemagne, au risque de mécontenter la Russie et la France. Il s'efforce de diviser la Triple Entente plutôt que de resserrer les liens de la Triple Entente.

L'Angleterre et la Triple Entente

Le jour même où arrive l'importante dépêche de Pétersbourg, citée plus haut (6), c'est-à-dire le 24 juillet, sir Edward Grey a vu, à tour de rôle, les ambassadeurs d'Autriche, de France et d'Italie.

Le Comte Mensdorff lui a expliqué que la note à la Serbie n'est pas à proprement parler un ultimatum, mais une "démarche", avec sursis d'exécution, qui n'oblige pas nécessairement à la guerre. Sir Edward communique cette interprétation à Paris et à Pétersbourg (14).

A M. Cambon il fait savoir que l'ambassadeur allemand lui a demandé, *il y a déjà quelques jours*, d'exercer une influence modératrice à Pétersbourg. Il considère que si l'imbroglio reste confiné à l'Autriche et à la Serbie, "*we need not concern ourselves about it.*" Si la Russie entre en scène, alors une intervention conjointe de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de l'Angleterre pourrait s'exercer simultanément à Pétersbourg et à Vienne. M. Cambon répond que la France serait prête à coopérer; mais si l'on attend que l'Autriche ait marché, il sera